

Programme
d'investissements
soumis à l'accord de la
Direction Générale des
Finances Publiques

Financement de la
construction de 75
logements sociaux
loués au Fonds
Calédonien de l'Habitat

Nouvelle – Calédonie

Mise à jour : juin 2016

Ce document non contractuel vous a été remis à votre demande. Toute publicité ou démarchage relatifs à ce programme d'investissement contreviendrait aux dispositions du Code Monétaire et Financier et exposerait le contrevenant aux peines qui y sont mentionnées. Toute reproduction de ce document est interdite.

SAS CALEDONIE HABITAT 6

Président : SAS FIPROMER

LODEOM – LOGEMENT SOCIAL

Article 199 undecies C du Code Général des Impôts

AVERTISSEMENT IMPORTANT

La présente notice d'information relative à la souscription à l'augmentation de capital de la SAS CALEDONIE HABITAT 6 ne constitue pas une offre au public de titres financiers au sens de l'article L411-1 du Code Monétaire et Financier (CMF). L'investissement dans la SAS CALEDONIE HABITAT 6 est réservé à un cercle restreint d'investisseurs, au sens de l'article L411-2 du CMF. L'opération présentée ne donne donc pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L411-2 du CMF ne peuvent participer à cette offre que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D411-1, D411-2, D734-1, D754-1 et D764-1 du CMF.

La diffusion, directe ou indirecte, dans le public des instruments financiers acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L411-1, L411-2, L412-1 et L621-8 à L621-8-3 du CMF.

Investissement Outre-mer dans le logement social

L'article 199 undecies C du Code Général des Impôts (CGI) permet au contribuable domicilié en France au sens de l'article 4 B du CGI de bénéficier d'une réduction de l'impôt sur le revenu à raison de l'acquisition ou de la construction de logements neufs dans les Départements et Collectivités territoriales d'Outre-mer.

Présentation de l'opération d'Investissement

Les principaux intervenants



Fonds Social de l'Habitat

Le Fonds Social de l'Habitat (FSH), qui a la forme d'une société mutualiste, a été constitué en 1964 dans le but de contribuer à la mise en œuvre de la politique de l'habitat social en Nouvelle-Calédonie. Voir le site Internet www.fsh.nc.

Collecteur des contributions « 2% logement » versées par les employeurs, le Fonds Social de l'Habitat intervient en faveur des salariés pour favoriser leur accession au logement, soit par la livraison de terrains (nus ou bâtis, individuels ou collectifs), soit par l'attribution d'aides individuelles (subventions, prêts, ...).

Au cours de ces dernières années, le Fonds Social de l'Habitat a notamment réalisé, en ayant recours au dispositif fiscal d'aide à l'investissement Outre-mer, une quarantaine de programmes de logements locatifs répartis sur les communes du Grand Nouméa (Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta) et de la Province Nord. Une grande partie de ces programmes a déjà été livrée, et la gestion locative de ces opérations se déroule avec succès.



Fonds Calédonien de l'Habitat

Le Fonds Calédonien de l'Habitat (FCH) est une filiale à 100% du Fonds Social de l'Habitat créée en 2003. Les principales missions de cette société par actions simplifiée (SAS) au capital de 2.135.790.000 FCFP (près de 18 millions d'euros) sont :

- Assurer la programmation des opérations immobilières et effectuer le suivi de leur mise en œuvre.
- Gérer les relations avec les bénéficiaires des produits locatifs (locataires).
- Piloter les prestataires en charge de la gestion locative.
- Assurer la gestion courante des actifs immobiliers et la maîtrise des coûts.

Le parc locatif du Fonds Social de l'Habitat est composé à fin 2015 de 2.058 logements en gestion.

SAS CALEDONIE HABITAT 6

La société FIPROMER, spécialisée dans la mise en place et la gestion des opérations d'investissement Outre-mer depuis 25 ans, a créé, à la demande du FCH, la SAS CALEDONIE HABITAT 6, Société par Actions Simplifiée à capital variable soumise à l'impôt sur les sociétés, et en assurera la présidence jusqu'au terme de l'opération.

La SAS CALEDONIE HABITAT 6 a été créée spécialement pour la mise en place de cette opération d'investissement. Son siège social est situé au 35 rue des Mathurins à Paris et son établissement secondaire est situé en Nouvelle-Calédonie.

La SAS CALEDONIE HABITAT 6 a notamment pour activité l'acquisition, la construction et la location de logements neufs dans les Départements et Collectivités territoriales d'Outre-mer dans le cadre des dispositions de l'article 199 undecies C du CGI.

La SAS CALEDONIE HABITAT 6 a vocation à regrouper d'ici au 31 décembre 2016 des investisseurs personnes physiques domiciliés en France au sens de l'article 4 B du CGI.

La SAS CALEDONIE HABITAT 6 procédera à la construction de 75 logements financés par le biais d'une augmentation de son capital social, dont la souscription est réservée auxdits investisseurs.

Cette augmentation de capital et la mise à disposition du prêt bancaire contracté par le FCH auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, complétées en tant que de besoin par un apport en fonds propres du FCH, permettront de financer l'ensemble des investissements de la SAS.

Le montant global des investissements de la SAS CALEDONIE HABITAT 6 est évalué à ce jour à 16,92 millions d'euros et ouvrira droit aux investisseurs à une réduction d'impôt globale de l'ordre de 5,47 millions d'euros. Ces montants sont susceptibles d'évoluer, en cours d'année, dans le cadre de l'instruction par la Direction Générale des Finances Publiques de la demande d'agrément, sans que cela modifie la rentabilité attendue.

Programme d'investissement

Afin de répondre au déficit de logements en Nouvelle-Calédonie et de lutter contre l'habitat insalubre et la sur-occupation des logements, le FCH, engage des programmes annuels de construction de logements ou de réhabilitation des logements composant son parc locatif.

Nature des investissements	• Construction de logements sociaux
Situation géographique	• Nouvelle-Calédonie
Organisme de logement social	• Fonds Calédonien de l'Habitat
Programmes de construction ¹	• GOU ME WE : 57 logements • NA AUPITA : 18 logements
Montant de l'investissement prévu	• 16,92 millions d'euros
Montant de la base éligible globale prévu	• 10,94 millions d'euros
Montant de la réduction d'impôt prévu	• 5,47 millions d'euros

¹- Les Programmes de construction sont susceptibles d'être modifiés au cours de l'année 2016 au fur et à mesure des décisions délivrées par la Direction Générale des Finances Publiques sur les demandes d'agrément en cours et en raison d'éventuels décalages d'investissements décidés sur un plan technique par le bailleur social.

Les 75 logements prévus par la SAS CALEDONIE HABITAT 6 dans le cadre de ces programmes de construction seront mis en location par le FCH dans le secteur dit "social", à un niveau de prix inférieur aux plafonds définis par les autorités.

L'intérêt économique majeur de cette opération est d'accroître et d'améliorer la qualité de l'offre en matière de logements sociaux en Nouvelle-Calédonie pour répondre aux besoins des populations à revenu modéré, afin de permettre leur insertion dans le tissu environnant et d'augmenter la diversité résidentielle dans la Province Nord.

L'effet de levier obtenu par le biais de la défiscalisation permettra au FCH de réduire de façon significative le prix de revient de la construction des logements, et donc de pouvoir :

- Attribuer les logements, une fois ceux-ci achevés, à des locataires qui bénéficieront de loyers bonifiés par rapport au prix du marché.
- Assurer, pendant la durée de l'opération, la location de l'intégralité de ces logements à des locataires respectant les seuils de revenus et qui en feront leur habitation principale.
- Acquérir auprès de la SAS CALEDONIE HABITAT 6, au terme de 5 ans à compter de l'achèvement des fondations, l'intégralité des logements de la SAS CALEDONIE HABITAT 6.

SCHEMA JURIDIQUE

Le schéma juridique de ce programme d'investissement s'articule autour des principaux contrats suivants qui seront conclus dans le cadre de la réalisation de cette opération :

- Contrat de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée entre la SAS CALEDONIE HABITAT 6 (Maître d'Ouvrage) et le FCH (Maître d'Ouvrage Délégué) pour chaque programme de construction, par lequel le FCH garantit la construction des logements, leurs caractéristiques techniques, leurs coûts tels que fixés avant l'augmentation de capital (tout dépassement de budget devant être intégralement financé par le FCH) ainsi que les délais des travaux de construction des logements.
- Contrat de crédit bail entre la SAS CALEDONIE HABITAT 6 et le FCH portant sur chaque programme de construction de logements, au terme duquel le FCH sera autorisé à louer lesdits logements aux attributaires.
- Engagement du FCH garantissant les associés de la SAS de tout risque de remise en cause indépendante de leur volonté de la réduction d'impôt au titre de l'opération réalisée, au terme d'une garantie fiscale.
- Promesse d'achat de l'ensemble des logements consentie par le FCH à la SAS CALEDONIE HABITAT 6 et exerçable par celle-ci au terme de l'opération (c'est-à-dire à l'issue de 5 ans à compter de l'achèvement des fondations des logements).
- Eventuellement, une promesse de cession des titres de la SAS consentie par les associés de la SAS au FCH afin de sécuriser la sortie de l'opération.

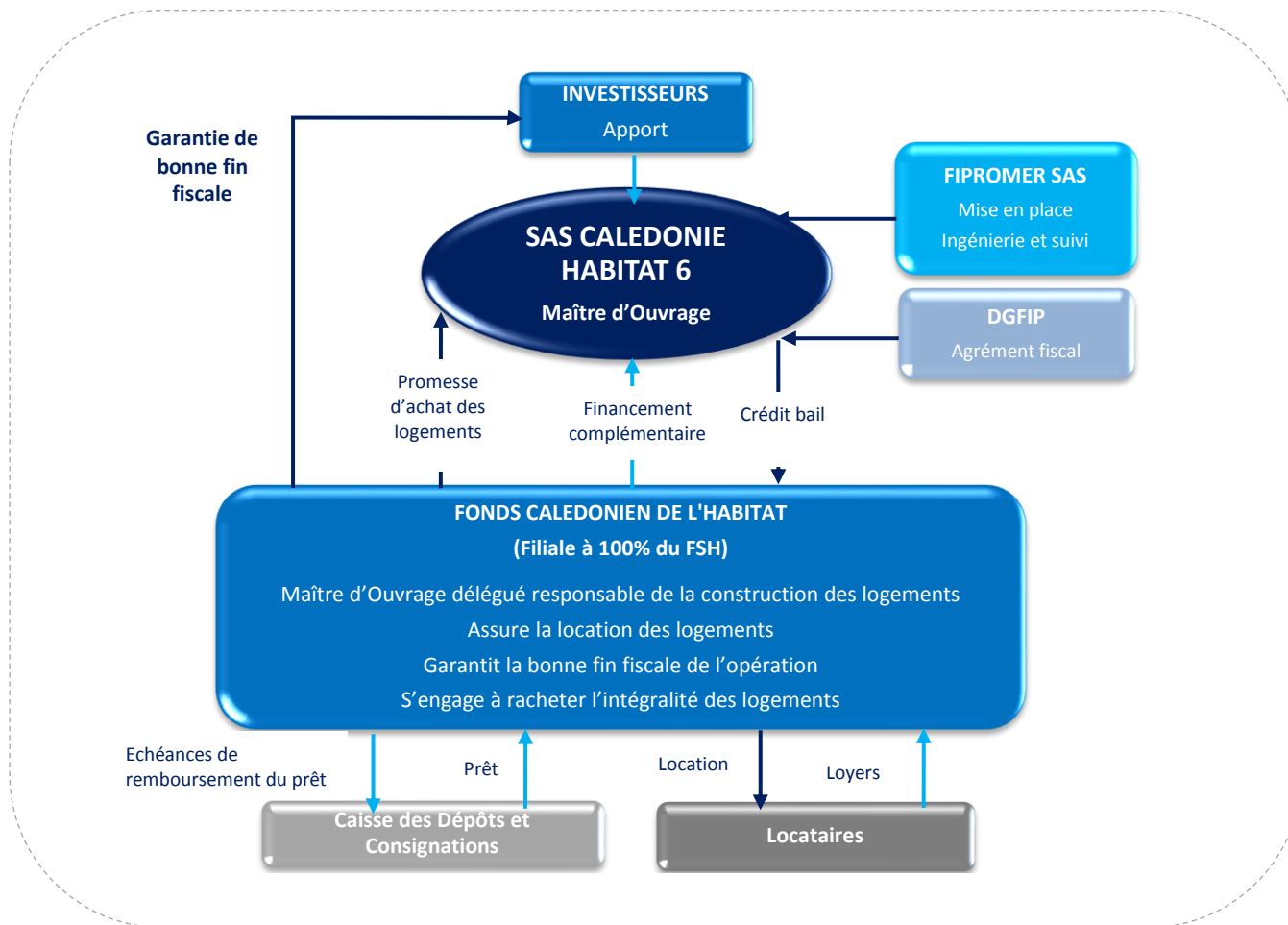
SCHEMA FINANCIER

Le coût total de ces programmes d'investissement s'élèverait à 16,92 millions d'euros et le montant de la base éligible attendu serait de l'ordre de 10,94 millions d'euros, soit une réduction d'impôt de 5,47 millions d'euros. Le financement de cette opération sera assuré par :

- **Apport des investisseurs** : les sommes apportées par les investisseurs qui souscriront à l'augmentation de capital de la SAS CALEDONIE HABITAT 6 représenteront 90% du montant de la réduction d'impôt totale à laquelle l'opération ouvre droit figurant dans l'accord de la DGFIP.
- **Financement bancaire** : pour compléter le financement de cette opération, un prêt bancaire sera contracté par le FCH auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.
- **Apport du Fonds Calédonien de l'Habitat** : le FCH complètera, le cas échéant, le financement de l'opération par un apport en fonds propres.

Les sommes correspondantes au prêt bancaire et aux fonds propres du FCH seront mises à la disposition de la SAS CALEDONIE HABITAT 6, leur remboursement étant assuré par le biais des loyers perçus au titre de la location des logements ou à la sortie de l'opération lors du rachat des logements.

SCHEMA JURIDIQUE TYPE DE L'OPERATION



DEROULEMENT DE L'OPERATION

La SAS CALEDONIE HABITAT 6 augmentera son capital social d'ici le 31 décembre 2016 au plus tard. Les investisseurs souhaitant bénéficier de la réduction d'impôt visée à l'article 199 undecies C du CGI souscriront à cette augmentation de capital et recevront en contrepartie des titres de la SAS CALEDONIE HABITAT 6 qu'ils conserveront pendant une durée de 5 ans à compter de l'achèvement des fondations des logements.

Une fois les logements achevés et livrés, ceux-ci seront loués au FCH qui les mettra lui-même à disposition des attributaires préalablement sélectionnés par ses soins en fonction, d'une part, des critères définis par la commission d'attribution locale et, d'autre part, des plafonds fixés par les décrets relatifs à l'application de l'article 199 undecies C du CGI. Ainsi, les plafonds fixés au niveau des ressources des locataires et les niveaux de loyers pourront être pleinement respectés.

AVANTAGE FISCAL

L'avantage fiscal consiste pour chaque investisseur en une réduction d'impôt² imputable sur l'imposition due en 2017 au titre des revenus 2016.

AGREMENT DE L'ADMINISTRATION FISCALE

Le programme d'investissement du fait de son montant et ou de sa nature, est soumis à l'agrément préalable de l'administration fiscale.

Comme pour toutes les opérations de ce type, l'accord de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) confirme l'éligibilité du programme d'investissement aux dispositions de la LODEOM prévu à l'article 199 undecies C du CGI et précise les conditions auxquelles doit se conformer l'opération afin de bénéficier dudit dispositif. Cet accord confirme également le montant de la base éligible à l'aide fiscale.

Le Ministère de l'Outre-mer intervient également dans la procédure d'agrément en validant l'intérêt économique du programme d'investissement.

SORTIE DES INVESTISSEURS

Le débouclage de l'opération, au terme de la période obligatoire de détention des titres (5 premières années à compter de l'achèvement des fondations), est prévu dès l'origine de l'opération grâce à une promesse d'achat de l'ensemble des logements consentie par le FCH à la SAS CALEDONIE HABITAT 6 pour un prix fixe et irrévocable.

Une fois l'ensemble des logements cédés, la SAS sera dissoute et liquidée permettant aux investisseurs de sortir définitivement de l'opération. Les frais de dissolution et de liquidation sont provisionnés à la mise en place de l'opération et supportés par la SAS.

Par ailleurs, l'investisseur ne peut prétendre à aucun boni de liquidation ni aucune soulte.

2- La réduction d'impôt à laquelle ouvre droit les investissements réalisés par la SAS CALEDONIE HABITAT 6 au capital de laquelle les investisseurs souscriront est exclusive de celle prévue en faveur des particuliers qui investissent Outre-mer (article 199 undecies A du CGI) et de celle prévue pour les souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de PME (article 199 terdecies-0 A du CGI). La réduction d'impôt LODEOM – investissement dans le secteur du Logement Social ne peut pas se cumuler avec la mesure permettant l'imputation sur l'impôt de solidarité sur la fortune des versements effectués au titre de souscriptions au capital initial ou aux augmentations de capital de PME (article 885-0 V bis du CGI).

CALENDRIER DE L'OPERATION



GARANTIES

• Sécurité financière

- Opération réalisée par la filiale à 100% d'un organisme public ;
- Location de l'intégralité des logements construits, dans les six mois suivant leur achèvement, directement par le Fonds Calédonien de l'Habitat ;
- Paiement des loyers par le Fonds Calédonien de l'Habitat pendant toute la durée de l'opération sans flux de trésorerie (compensation);

• Sécurité de sortie

- Engagement irrévocable de rachat des logements de la SAS CALEDONIE HABITAT 6 par le FCH pour un prix ferme et définitif payable le moment venu par compensation, sans flux de trésorerie (Promesse d'achat des logements de la SAS CALEDONIE HABITAT 6 consentie par le FCH à la SAS CALEDONIE HABITAT 6).

• Sécurité fiscale

- Accord fiscal spécifique pour chaque programme de construction délivré par la Direction Générale des Finances Publiques ;
- Garantie fiscale délivrée par le Fonds Calédonien de l'Habitat en faveur de chaque investisseur et de la SAS.

MISE EN GARDE

Risque de remise en cause du programme d'investissement au dispositif de réduction d'impôt

Le non-respect par le FCH ou par l'investisseur lui-même des dispositions du Code Général des Impôts notamment l'article 199 undecies C dudit code et des termes des accords délivrés par le Bureau des Agréments de la DGFIP pourrait entraîner pour l'investisseur la remise en cause de l'avantage fiscal.

Risque lié au plafonnement des niches fiscales

Il revient à l'investisseur de s'assurer qu'il pourra imputer la réduction d'impôt dont il bénéficiera sur l'imposition générée par son revenu soumis au barème progressif, tout en prenant en compte les mécanismes de plafonnement des avantages fiscaux mentionnés aux articles 199 undecies D du CGI et 200-0 A du CGI.

L'investisseur souhaitant réduire son impôt à acquitter en 2017 au titre de ses revenus 2016 doit déterminer au mieux son besoin en matière de réduction d'impôt dans la limite du plafonnement Outre-mer et global (Cf. page 9 les plafonds applicables). Ce contrôle est indispensable car en cas de dépassement du montant du plafond global des niches fiscales par l'ensemble des avantages fiscaux générés par les opérations (Outre-mer et autres) auxquelles l'investisseur a participé, la partie excédant le plafond global sera définitivement perdue et ne pourra pas être imputée au titre des années suivantes.

Risque lié au délai de conservation des titres

Le maintien de l'avantage fiscal est conditionné à la détention et la conservation des titres par l'investisseur pendant la durée obligatoire de détention des titres, soit 5 ans à compter de l'achèvement des fondations.

SOUSCRIPTION 2016

L'investisseur à la recherche d'une opération lui permettant de réduire son impôt au titre des revenus 2016, doit déterminer au mieux son besoin en matière de réduction d'impôt dans la limite du plafond global des niches fiscales et du plafond des opérations Outre-mer (voir page 9 l'application desdits plafonds).

Des engagements financiers identifiés

Ce programme d'investissement a été bâti de telle sorte que :

- L'investisseur ne réalise qu'un seul apport,
- L'investisseur ne réponde d'aucune caution, ni garantie au titre des engagements de la SAS.

Les obligations fiscales

- L'investisseur doit conserver les titres de la SAS pendant une période d'au moins 5 ans à compter de l'achèvement des fondations des logements.
- La SAS doit respecter une durée de location des logements de 5 ans au minimum à compter de l'achèvement des fondations des logements.
- L'investisseur ainsi que la SAS doivent respecter les conditions fixées par les accords délivrés par la Direction Générale des Finances Publiques.

L'apport en fonds propres

L'apport effectué par chaque associé de la SAS est réalisé à l'aide de fonds propres ou en faisant appel à un crédit personnel contracté auprès de l'établissement financier de son choix. Les intérêts de ce crédit n'étant pas, dans cette hypothèse, déductibles fiscalement.

L'apport réalisé par l'investisseur, lors de sa souscription à l'augmentation de capital de la SAS, à savoir 90% du montant de la réduction d'impôt recherchée, représente **le coût total de sa participation à l'opération d'investissement**.

Avantage fiscal lié à la souscription

Les flux prévisionnels de trésorerie se résument pour l'investisseur au tableau ci-contre et s'effectuent entre 2016, date de versement des fonds par l'investisseur et le mois de septembre 2017 au plus tard, date de constatation de son économie d'impôt.

Le gain de l'investisseur est égal à l'économie d'impôt réalisée par le biais de cette réduction diminuée de son apport à la SAS qu'il doit abandonner.

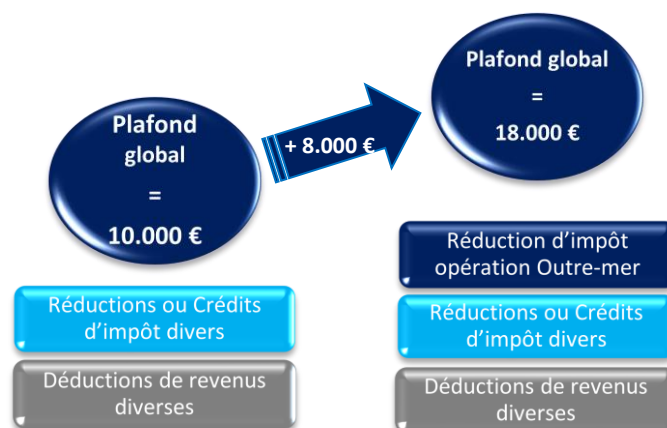
A titre d'exemple, l'investisseur qui souhaite obtenir une réduction d'impôt de 60.000 € effectuera un apport de 54.000€ (60.000 € x 90%). Son gain s'élève par conséquent à 6.000 € (60.000 € - 54.000 €) constaté sur la réduction du montant de l'impôt dû en 2017 au titre de ses revenus 2016.

Années	Apport en fonds propres	Réduction d'impôt	Gain net d'impôt	Gain pour l'investisseur
2016	- 54.000 €			
2017	0	60.000 €	6.000 €	11,11%
2018	0	0		
2019	0	0		
2020	0	0		
2021	0	0		
2022	0	0		
Total	- 54.000 €	60.000 €	6.000 €	11,11%

Plafond global des niches fiscales

(Article 200-0 A CGI)

Le plafond global des niches fiscales de l'année 2016 a été fixé à 10.000 euros. Toutefois, en participant à une opération d'investissement Outre-mer, ce plafond global est majoré de 8.000 euros et s'élève donc à 18.000 euros.



Application du plafond global aux opérations Outre-mer dans le secteur du Logement Social

La réduction d'impôt maximum possible en participant à une opération Outre-mer dans le secteur du Logement Social, soumise à l'accord préalable de la Direction Générale des Finances Publiques, est de **60.000 euros (18.000 € / 30%)** en considérant que le contribuable ne bénéficie d'aucun autre avantage fiscal devant être pris en compte dans le plafond global des niches fiscales.

Par application du plafond des opérations Outre-mer (article 199 undecies D du CGI), la réduction d'impôt ainsi acquise n'est retenue qu'à hauteur de 30% dans le calcul du plafond global.

Le contribuable pourra bénéficier d'une réduction d'impôt allant jusqu'à 60.000 €

Le contribuable souhaitant réduire son impôt à acquitter en 2017 au titre de ses revenus 2016 doit déterminer au mieux son besoin en matière de réduction d'impôt dans la limite des plafonds (Outre-mer et global).

Ce contrôle est indispensable car en cas de dépassement du montant du plafond global des niches fiscales par les avantages fiscaux générés par les opérations (Outre-mer et autres) auxquelles l'investisseur a participé en 2016, la partie excédant le plafond global sera définitivement perdue et ne pourra pas être imputée au titre des années suivantes.

Statuts de la SAS

SAS CALEDONIE HABITAT 6

Société par actions simplifiée à capital variable

Capital initial : 20 euros

Siège Social : Chez FIPROMER - 35 rue des Mathurins – 75008 Paris

Société en cours d'immatriculation

STATUTS CONSTITUTIFS

EN DATE DU 14 JANVIER 2016

FD

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Thomas de Cointet de Fillain, de nationalité française, né le 14 février 1980 à Paris (15^{ème}), demeurant 25 rue Pétreille – 75009 Paris ;

Madame Francine DOYURAN, de nationalité française, né le 24 juillet 1971 à Paris (75), demeurant 30 rue des Martyrs – 75009 Paris ;

ont, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée à capital variable (ci-après la « **Société** ») qu'ils ont décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée à capital variable.

Elle est formée par les propriétaires des actions ci-après créées et, le cas échéant, avec ceux à qui ces actions seraient transférées ou qui seraient propriétaires des actions qui seraient créées ultérieurement.

La Société est régie par les dispositions du Code de commerce applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut pas procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres visées à l'article L. 227-2 du code de commerce.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet exclusif :

- (i) l'acquisition, la construction et la location de logements neufs, l'acquisition de logements achevés depuis plus de vingt ans faisant l'objet de travaux de réhabilitation définis par décret permettant aux logements d'acquies des performances techniques voisines de celles des logements neufs dans les départements d'outre mer, à Saint Pierre et Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle Calédonie, en Polynésie française, à Saint Martin, à Saint Barthélemy et dans les îles Wallis et Futuna dans le cadre des dispositions de l'article 199 undecies C du code général des impôts, et
- (ii) plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant à l'objet social, y compris la vente des biens acquis.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : **SAS CALEDONIE HABITAT 6**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « SAS », et de l'énonciation du siège social, de la mention « Société à capital variable », ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre du

FD 2
17

commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation, un an au moins avant la date d'expiration de la Société.

ARTICLE 5 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Chez FIPROMER - 35 rue des Mathurins – 75008 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit en France (en ce compris les Départements d'Outre Mer) par simple décision du Président, et en tout autre lieu par décision collective des associés selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts.

En cas de transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la société :

- Thomas de Cointet de Fillain : la somme de 10 Euros, correspondant à 10 actions,
- Francine DOYURAN : la somme de 10 Euros, correspondant à 10 actions,

Soit au total, la somme de 20 Euros.

Les 20 actions ainsi souscrites sont en totalité et intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque BRED, auquel est demeurée annexée l'identité des associés ayant souscrit, avec indication de la somme versée.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL D'ORIGINE

Le capital social d'origine de la Société est fixé à la somme de vingt (20) euros. Il est divisé en 20 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, toutes de même catégorie, intégralement libérées.

ARTICLE 8 - VARIABILITE DU CAPITAL

Le capital est variable : il est susceptible d'augmentation par suite de versements du fait de l'admission de nouveaux associés et par suite de versements supplémentaires effectués par les associés, et de diminutions par la reprise totale ou partielle des apports.

8.1 Augmentation du capital

Le capital est susceptible d'augmentation par suite de versements du fait de l'admission de nouveaux associés et par suite de versements supplémentaires effectués par les associés, dans la limite de dix millions (10.000.000) d'euros correspondant au montant du capital maximum autorisé.

Le capital maximum autorisé pourra être augmenté par décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées aux présents statuts. La collectivité des associés peut également déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de décider une augmentation du capital maximum autorisé, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Le Président est autorisé, sous réserve des dispositions statutaires relatives à l'agrément de nouveaux associés, à recevoir les souscriptions à de nouvelles actions dans la limite du capital maximum autorisé fixée au présent article.

Sauf décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées aux présents statuts, les titres de capital ne peuvent pas être émis à un prix inférieur au montant de leur valeur nominale le cas échéant, majorée, à titre de prime, d'une somme correspondant à la part proportionnelle revenant aux actions anciennes dans les fonds de réserves tels qu'ils ressortent du dernier bilan régulièrement approuvé.

FD³ 12

Toute augmentation du capital souscrit réalisée d'une manière autre que par des apports en numéraire ne pourra résulter que d'une décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées aux présents statuts. Sont notamment visées toutes augmentations de capital résultant d'une incorporation de réserve, bénéfice ou prime d'émission.

8.2 Réduction du capital

Le capital social est susceptible d'être diminué par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés à la suite de leur retrait de la Société dans les conditions posées à l'ARTICLE 17 des présents statuts.

En tout état de cause, aucune reprise d'apport ne peut avoir pour effet de réduire le capital social en dessous de vingt euros (20 €) correspondant au montant du capital minimum irréductible et en dessous du montant autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables.

8.3 Souscriptions reçues

Les souscriptions reçues par le Président en application du présent ARTICLE 8, tant des personnes déjà associés que des nouveaux associés, sont constatées sur un bulletin de souscription indiquant les nom, prénom et adresse du souscripteur, ainsi que les conditions et modalités de la souscription en ce compris le montant (le cas échéant, prime d'émission comprise) et le nombre d'actions souscrites. Les apports correspondants sont obligatoirement intégralement libérés à la souscription.

Le bulletin est établi et la souscription est réalisée sous la condition suspensive que la souscription soit agréée conformément aux dispositions de l'ARTICLE 13 par le Président qui constate les souscriptions reçues.

Sous réserve, le cas échéant, de leur agrément préalable conformément aux dispositions de l'ARTICLE 13, les souscriptions reçues seront constatées dans un état arrêté par le Président établi au plus tard le dernier jour de chaque exercice social.

Conformément à l'ARTICLE 12, la réalisation de la souscription et la jouissance des actions correspondantes résultera de l'inscription desdites actions ou autres valeurs mobilières au compte du souscripteur conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

En dehors des limites du capital autorisé définies à l'ARTICLE 8 ci-dessus, le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

Si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions, y compris celles libérées en numéraire, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Les actions émises par la Société sont inscrites en comptes individuels dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés anonymes.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

FD 4
TL

ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions et autres valeurs mobilières, au sens des dispositions des articles L.228-1 du Code de commerce et L. 211-2 du Code monétaire et financier (ci-après les « actions et autres valeurs mobilières »), sont négociables à compter de leur émission effective.

Les actions et autres valeurs mobilières demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions et autres valeurs mobilières résulte de leur inscription en compte individuel au nom de leur titulaire sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social ou par un intermédiaire financier habilité.

Le transfert des actions et autres valeurs mobilières émises par la Société, résulte de l'inscription desdites actions ou autres valeurs mobilières au compte du bénéficiaire du transfert conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

La location des actions de la Société est interdite.

ARTICLE 13 - AGREMENT

13.1 Tout Transfert de Valeurs Mobilières (tel que ces termes sont définis ci-après) au bénéfice d'un Cessionnaire (tel que ce terme est défini ci-après), associé ou non associé de la Société, envisagé par un associé de la Société (ci-après le « **Cédant** ») ou dans le cadre d'une émission de Valeurs Mobilières, est soumis à l'agrément préalable de la Société dans les conditions exposées ci-après. Il est précisé que lorsque le Transfert de Valeurs Mobilières consiste en une Souscription (tel que ce terme est défini ci-après), l'agrément préalable de la Société peut être total (c'est-à-dire porter sur toutes les Valeurs Mobilières objet de la Souscription) ou partiel (c'est-à-dire porter sur une partie des Valeurs Mobilières objet de la Souscription), si le bulletin relatif à la Souscription le prévoit ; l'agrément partiel valant refus d'agrément pour la part des Valeurs Mobilières objet de la Souscription non agréée.

13.2 Il est précisé qu'au titre du présent ARTICLE 13 :

- le terme Transfert désigne (i) toute opération entraînant un transfert de la propriété de toute Valeur Mobilière ou un démembrement, à titre gratuit ou onéreux, entre vifs ou pour cause de décès, principal ou accessoire, particulier ou universel, pour quelque cause que ce soit (en ce compris notamment la vente, la donation, la dévolution successorale, l'apport partiel d'actif, la fusion, la scission, l'attribution judiciaire, la dation ou une forme combinée de ces formes de transfert de propriété), et (ii) toute opération au terme de laquelle un tiers détiendrait des Valeurs Mobilières (en ce compris toute émission de Valeurs Mobilières (ci-après une « **Souscription** »)), même en l'absence d'opération visée au (i) ci-avant ;
- le terme Valeurs Mobilières désigne (i) les actions et autres valeurs mobilières émises par la Société ; (ii) tout droit démembré ou indivis portant sur les actions et autres valeurs mobilières visées au (i) qui précède ; (iii) les droits de souscription attachés aux Valeurs Mobilières visées aux (i) et (ii) qui précèdent ; (iv) les droits d'attribution gratuite d'actions de la Société ou d'autres valeurs mobilières attachés aux Valeurs Mobilières visées aux (i) et (ii) qui précèdent.

FD 5
n

- 13.3 Le Cédant ou, à défaut de Cédant, le Cessionnaire (dans le cas d'une Souscription, la signature d'un bulletin relatif à la Souscription en bonne et due forme valant dans ce cas notification), doit notifier à la Société (ci-après la « **Notification de Transfert** »), par tout moyen, tout projet de Transfert en mentionnant le nombre de Valeurs Mobilières concernées, l'identité du bénéficiaire du Transfert (ci-après le « **Cessionnaire** ») et, s'il s'agit d'une personne morale, celle de ses dirigeants et des personnes qui en détiennent le contrôle ultime, et le cas échéant, le prix et les modalités et conditions du Transfert.
- 13.4 Le Président doit, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la Notification de Transfert, se prononcer sur l'agrément du Transfert. Toutefois, lorsque ledit Transfert consiste en une Souscription, le délai dont dispose le Président pour se prononcer sur l'agrément total ou partiel dudit Transfert est porté jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle la demande de souscription (contenue dans un bulletin relatif à la Souscription) est reçue.
- 13.5 La décision d'agrément ou de refus d'agrément ou d'agrément partiel dans le cas d'une Souscription est notifiée par la Société au Cédant ou, à défaut de Cédant, au Cessionnaire (à savoir, le Souscripteur, dans le cadre d'une Souscription), par tout moyen dans les quarante-cinq (45) jours qui suivront la décision du Président.
- 13.6 En cas d'agrément, le Cédant pourra procéder au Transfert des Valeurs Mobilières concernées au profit du Cessionnaire, sous réserve du respect des autres stipulations des présents statuts.
- 13.7 En cas de refus d'agrément d'un projet de Transfert intervenant dans le cadre d'une Souscription, la Souscription ne pourra pas intervenir. En cas d'agrément partiel d'un projet de Transfert intervenant dans le cadre d'une Souscription, la Souscription ne pourra intervenir qu'à hauteur de la part des Valeurs Mobilières dont la Souscription a été agréée. En cas de refus d'agrément d'un projet de Transfert n'intervenant pas dans le cadre d'une Souscription, le Cédant doit, dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification du refus d'agrément, indiquer à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception s'il entend maintenir ou renoncer à son projet de Transfert. A défaut d'une telle notification, il est réputé y avoir renoncé.

Si le Cédant maintient son projet de Transfert de Valeurs Mobilières, la Société doit, dans un délai de six mois à compter de la notification du refus d'agrément :

- soit faire racheter les Valeurs Mobilières concernées par un ou plusieurs associés ou par un cessionnaire au titre d'un Transfert dûment agréé par la Société ;
- soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit, dans les six mois de ce rachat, céder ces Valeurs Mobilières ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital.

En cas de rachat en raison du maintien du projet de Transfert malgré le défaut d'agrément, le prix d'achat au Cédant des Valeurs Mobilières concernées sera :

- (i) en cas de vente des Valeurs Mobilières concernées pour une contrepartie exclusivement en numéraire, le prix convenu entre le Cédant et le Cessionnaire, ou
- (ii) dans les autres cas et, notamment, en cas de donation, d'échange, d'apport, de fusion ou de scission, le prix indiqué de bonne foi par le Cédant comme correspondant à la valeur retenue pour les Valeurs Mobilières concernées dans le cadre de cette opération, ou en cas de désaccord, le prix fixé par un expert désigné à la demande de la ou des parties contestataires par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés et ce sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

FD 6 17

Les frais d'expertise sont supportés par le Cédant si le prix fixé par l'expert est inférieur au prix qu'il aura convenu avec le Cessionnaire et par le cessionnaire substitué dans les autres cas.

Le Cédant ne bénéficiera pas d'un droit de repentir, sauf dans le cas où le prix d'achat des Valeurs Mobilières Concernées aurait été fixé par l'expert éventuellement saisi à un niveau inférieur au prix offert par la personne non associée de la Société et à condition que le Cédant ait notifié à la Société qu'il entend renoncer à son projet de cession dans les quinze (15) jours de la remise par l'expert de son rapport.

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

14.1 Droits et obligations générales

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions collectives des associés et aux présents statuts.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action dans quelque main qu'elle passe.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

14.2 Droits de vote et participation aux décisions collectives

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

14.3 Droits aux bénéfices et à l'actif social

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et les réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours de société comme en cas de liquidation.

ARTICLE 15 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les avances en compte courant consenties par les associés à la Société ne seront pas rémunérées. Elles sont bloquées pendant cinq ans à compter du premier jour de l'exercice suivant celui au cours duquel elles ont été consenties. Elles ne seront, ensuite, remboursables qu'à la condition que les fonds propres de la société soient au moins égaux au capital effectivement émis par la société et que la trésorerie de la société le permette. Toutefois, le Président a la faculté de déclencher leur exigibilité anticipée, en tout ou partie, aux fins de paiement par compensation avec une souscription au capital de la Société.

Par exception, à défaut d'obtention d'un accord du bureau des agréments de la Direction Générale des Finances Publiques permettant aux Associés de bénéficier d'avantages fiscaux au titre de l'année de réalisation de l'augmentation de capital par souscription de nouveaux associés, les avances ne seront pas bloquées et pourront être remboursées à tout moment concomitamment au paiement de la Somme visée à l'article 17 due par la Société en cas de Retrait de l'Associé.

FD 7
TL

ARTICLE 16 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE-PROPRIETE ET USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du propriétaire indivis le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des résultats où elle est réservée à l'usufruitier.

ARTICLE 17 - RETRAIT D'ASSOCIES

17.1 Engagement de conservation des actions

Tout associé s'engage à conserver ses actions pendant un délai courant à compter du 1^{er} janvier 2017 conformément aux dispositions de l'article 199 *undecies* C du code général des impôts ou toute autre disposition légale venant à le remplacer et aux accords délivrés par le bureau des agréments de la Direction Générale des Finances Publiques pour le maintien du droit à la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'année civile de souscription des actions (ci-après la « Période d'Engagement de Conservation »). Il est ici précisé que cette obligation de conservation des actions par les associés ne sera pas applicable en cas de non obtention d'un accord de la Direction Générale des Finances Publiques donnant droit à une réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'année civile de souscription des actions. Dans cette hypothèse, et jusqu'à l'obtention d'un agrément confirmant le droit à réduction d'impôt au titre de l'année visée ci-avant tout associé pourra exercer librement son droit de retrait.

La Période d'Engagement de Conservation pourra être prorogée en cas de demande fondée par la Société à la Direction Générale des Finances Publiques, étant entendu que cette Période d'Engagement de Conservation ne saurait excéder un délai de dix ans à compter de la souscription des actions.

Le Président doit répondre dans un délai de 45 jours à tout associé lui adresserait par lettre recommandée AR une demande visant à être informé de la date d'expiration de la Période d'Engagement de Conservation.

17.2 Modalités du retrait

Tout associé peut se retirer en totalité ou partiellement de la Société à tout moment à compter de l'expiration de la Période d'Engagement de Conservation des titres prévue dans les statuts.

La décision de retrait doit être notifiée par l'associé ayant exercé son droit de retrait (l'« Associé Retrayant ») au Président, par lettre recommandée AR, ou lettre remise en main propre contre décharge, trois mois au moins avant la clôture de l'exercice en cours. La demande de retrait devra indiquer le nombre d'actions en cause. A défaut d'obtention de l'accord du bureau des agréments visé au 17.1 du présent article, la demande de retrait peut être faite à tout moment.

En cas de non respect de ces modalités, la Société ne pourra faire droit à la demande de retrait et en conséquence l'Associé Retrayant ne pourra exiger la reprise de ses apports.

Le retrait prend effet à la date de clôture de l'exercice au cours duquel il est intervenu, sous réserve du respect des modalités ci-dessus exposées. Toutefois, à titre exceptionnel en cas de non obtention de l'accord du bureau des agréments visés au 17.1 du présent article, le retrait pourra prendre effet à compter de la décision de la Société de faire droit à la demande et du versement de la Somme visée au 17.3 ci dessous.

FD 8
71

En outre, le retrait de l'Associé Retrayant ne peut en aucun cas avoir pour effet de réduire le capital social en dessous du montant du capital minimum irréductible et en dessous du montant autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables. Dans une telle hypothèse, le retrait de l'Associé Retrayant ne pourra avoir d'effet qu'à la suite de nouvelles souscriptions ou d'une augmentation de capital ayant pour effet de porter le capital de la Société au dessus du capital minimum irréductible et permettant la reprise des apports de l'Associé Retrayant.

17.3 Effets du retrait

L'Associé Retrayant aura droit au versement d'une somme (la « **Somme** » ou « **S** ») correspondant au remboursement de son apport, augmenté de sa quote-part dans les bénéfices, réserves, primes diverses ou diminué de sa quote-part dans les pertes sociales, selon le cas, selon le mode de calcul suivant :

$S = (Cp / N) \times Na$; Où :

Cp correspond au montant des capitaux propres, tel que défini par l'article R. 123-191 du Code de Commerce et à l'article 434-1 a) du Plan Comptable Général, à la date de clôture de l'exercice précédent celui au cours duquel le retrait est intervenu (ligne DL de l'imprimé administratif n°2051).

N correspond au nombre total d'actions composant le capital social à la date du retrait.

Na correspond au nombre total d'actions objet du retrait.

L'Associé Retrayant est tenu, pendant une période de cinq ans à compter de la date de son retrait, envers les associés restants et envers les tiers de toutes les dettes existant à la date de son retrait.

A cet effet, la Somme due à l'Associé Retrayant au titre de son retrait et déterminées selon le mode de calcul exposé ci-avant au présent ARTICLE 17, sera conservée par la Société pendant une durée cinq ans à compter de la date du retrait de l'Associé Retrayant, en garantie du paiement de l'obligation aux dettes dudit Associé Retrayant. Les termes et conditions applicables à la Somme seront les mêmes, *mutatis mutandis*, que ceux applicables aux avances en compte courant consenties à la Société prévues à l'ARTICLE 15 (à l'exception de ceux relatifs à son remboursement).

Au terme de cette période de cinq ans, la Somme dont l'Associé Retrayant sera créancier sera payable selon les termes et conditions de l'ARTICLE 15, étant précisé que, par dérogation, dans l'hypothèse où les conditions dudit ARTICLE 15 seraient réunies, elle sera remboursée par compensation à concurrence de la quote-part de l'Associé Retrayant dans les dettes sociales nées antérieurement à son retrait, ladite quote-part dans les dettes sociales imputable à l'Associé Retrayant étant égale au rapport (i) du produit (a) du montant des dettes sociales antérieures à son retrait restant impayées à la date considérée (« **D** ») et (b) du nombre d'actions en cause au titre de l'exercice du droit de retrait (« **Na** ») sur (ii) le nombre total d'actions existant à la date du retrait (« **Nt** »), soit $(D \times Na) / Nt$.

Cette modalité de versement de la Somme due à l'Associé Retrayant n'est pas applicable en cas de non obtention de l'accord du bureau des agréments tel que visé à l'article 17.1. Dans cette hypothèse la Somme sera reversée à l'Associé Retrayant dans le délai de 15 jours suivant la date à laquelle la Société aura pris acte de sa demande de retrait.

FD 9
TL

ARTICLE 18 - PRESIDENT

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

18.1 Nomination

Le Président de la Société est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts. Son mandat lui est conféré pour une durée déterminée ou non, dont la durée est librement fixée par décision collective des associés. Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

En cas de nomination d'une personne morale en qualité de Président, elle peut désigner toute personne de son choix en qualité de représentant permanent pour la durée de son mandat de Président, sauf démission ou révocation. A défaut de désignation expresse, le représentant légal de la personne morale, Président de la Société, est désigné de plein droit représentant permanent. En cas de décès, de démission ou de révocation du représentant permanent, la personne morale doit en informer la Société dans les plus brefs délais, par tout moyen, et donner l'identité du nouveau représentant permanent.

Le dirigeant ou représentant permanent de cette personne morale est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Président en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente.

18.2 Cessation des fonctions

Le mandat de Président prend fin par démission, révocation, expiration du terme prévu lors de la nomination, décès s'il s'agit d'une personne physique, dissolution s'il s'agit d'une personne morale.

Le Président peut être révoqué sur juste motif par décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts.

Dans l'hypothèse où le Président aurait conclu un contrat de travail avec la Société, la révocation de ses fonctions de Président n'a pas pour effet de résilier automatiquement son contrat de travail.

Le mandat de Président d'une personne morale prend fin automatiquement au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires à l'encontre de cette dernière.

18.3 Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux associés par les présents statuts et les dispositions légales, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet de la Société.

Le Président dispose notamment des pouvoirs lui permettant de se porter caution réelle en constituant nantissements et hypothèques sur les biens de la Société.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président ne peut, sans y avoir été autorisé par l'assemblée générale des associés, effectuer les opérations définies à l'ARTICLE 24 des présents statuts.

18.4 Délégation de pouvoirs

FD 10 TL

Le Président peut consentir toute délégation de signature, en vue de la signature de tous actes, ou toute délégation de pouvoir à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets et une durée déterminée. Toute délégation de pouvoir ou de signature est révocable à tout moment.

18.5 Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération au titre de ses fonctions.

Le montant et les modalités de règlement de la rémunération du Président, ainsi que tous avantages qui lui seraient consentis, sont fixés par décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts.

En outre, le Président a droit au remboursement des frais de représentation et de déplacement qu'il aura exposés dans l'intérêt de la Société.

Le Président, personne physique, peut être lié à la Société par un contrat de travail, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

Le Président peut être assisté dans ses fonctions par un autre dirigeant, personne physique ou morale, choisi parmi les associés ou en dehors d'eux, qui prend le titre de Directeur Général.

19.1 Nomination

La collectivité des associés délibérant selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts nomme le Directeur Général pour une durée déterminée ou non, librement fixée par décision de la collectivité des associés. Le mandat de Directeur Général est renouvelable sans limitation.

En cas de nomination d'une personne morale en qualité de Directeur Général, elle peut désigner toute personne de son choix en qualité de représentant permanent pour la durée de son mandat de Directeur Général. En cas de décès, de démission ou de révocation du représentant permanent, la personne morale doit en informer la Société dans les plus brefs délais, par tous moyens, et donner l'identité du nouveau représentant permanent.

Le dirigeant ou représentant permanent de cette personne morale est soumis aux mêmes conditions et obligations et encoure les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Directeur Général en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente.

19.2 Cessation des fonctions

Le mandat de Directeur Général prend fin par démission, révocation, expiration du terme prévu lors de la nomination, décès s'il s'agit d'une personne morale, dissolution s'il s'agit d'une personne morale.

Le Directeur Général peut être révoqué sur juste motif par décision de la collectivité des associés, selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts.

Dans l'hypothèse où le Directeur Général aurait conclu un contrat de travail avec la Société, la révocation de ses fonctions de Directeur Général n'a pas pour effet de résilier automatiquement son contrat de travail.

Le mandat de Directeur Général d'une personne morale prend fin automatiquement au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires à l'encontre de cette dernière.

19.3 Pouvoirs du directeur général

Sauf décision contraire de la collectivité des associés lors de sa désignation, le Directeur Général assume la direction générale de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que le Président, et a, à

FD 11 TC

titre habituel, le pouvoir d'engager la Société. A ce titre, le Directeur Général représente, tout comme le Président, la Société dans ses rapports avec les tiers.

La cessation des fonctions du Président de la Société n'entraîne pas la cessation des fonctions du directeur général.

19.4 Délégation de pouvoirs

Un Directeur Général peut consentir toute délégation de signature, en vue de la signature de tous actes, ou toute délégation de pouvoir à tous tiers de son choix pour un ou plusieurs objets et une durée déterminés. Toute délégation de pouvoir ou de signature est révocable à tout moment.

19.5 Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération au titre de ses fonctions.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération, ainsi que tous avantages qui lui seraient consentis, sont fixés par la collectivité des associés selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts.

En outre, le Directeur Général a droit au remboursement des frais de représentation et de déplacement qu'il aura exposés dans l'intérêt de la Société.

Le Directeur Général, personne physique, peut être lié à la Société par un contrat de travail, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 20 - CENSEUR

La collectivité des associés peut nommer un Censeur, personne physique ou personne morale dont les conditions de nomination et de durée du mandat, les missions et les modalités de rémunération sont fixées ci-après.

20.1 Nomination

Le Censeur est nommé par décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts. Son mandat lui est conféré pour une durée déterminée ou non, dont la durée est librement fixée par décision collective des associés. Le mandat du Censeur est renouvelable sans limitation.

Le mandat de Censeur prend fin par démission, révocation, expiration du terme prévu lors de la nomination, décès s'il s'agit d'une personne physique, dissolution s'il s'agit d'une personne morale.

Le Censeur peut être révoqué par décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts.

Le Censeur peut démissionner de son mandat, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel peut être réduit par une décision ordinaire des associés.

Pour être valable, la démission du Censeur doit être notifiée au Président de la Société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre simple remise contre récépissé.

20.2 Missions du Censeur

Le Censeur a pour mission d'assister et de conseiller le Président dans l'exercice de ses fonctions et notamment :

- (i) de veiller à ce que les orientations générales de l'activité de la Société arrêtées par le Président soient conformes à l'objet social ;

FD 12

- (ii) De contrôler la nature et le montant de toute dépense engagée par la Société et d'en demander tout justificatif au Président ;
- (iii) De traiter les problèmes statutaires et déontologiques qui lui sont rapportés ;
- (iv) De donner un avis préalable, sans que celui-ci ne revête de force obligatoire, sur l'établissement, le cas échéant, de budgets prévisionnels ;
- (v) De participer, avec le Président, à l'arrêté des comptes annuels de la Société ;
- (vi) D'une manière générale, de s'assurer que les décisions du Président sont prises dans le strict respect de l'objet social.

En toutes hypothèses, l'avis du Censeur est consultatif et ne lie pas le Président.

Le Président et le Censeur se réunissent chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, sur convocation orale ou, s'il le juge utile, sur convocation écrite de l'un ou de l'autre. Les réunions se tiennent au siège social de la Société ou dans tout autre lieu. Ces réunions peuvent également se tenir sous forme de conférences téléphoniques.

Lors de l'élaboration des comptes annuels de la Société, le Censeur peut formuler toute observation sur la gestion de la Société et l'évolution de son activité.

Le Censeur peut, s'il le souhaite, communiquer au Président tout compte rendu de leurs réunions et formuler toute recommandation et le cas échéant, les conclusions adoptées.

20.3 Rémunération

Le Censeur ne perçoit pas de rémunération.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS AVEC LA SOCIETE

21.1 Conventions réglementées

Toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes, conclues à des conditions normales, entre la Société et son Président, le Directeur Général, un associé disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou une société contrôlant, au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce, une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, qu'elles soient intervenues directement ou par personne interposée, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Le commissaire aux comptes, ou en l'absence d'un tel commissaire, le Président, établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président ou le Directeur Général d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

21.2 Conventions libres

FD 13 R

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un.

21.3 Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et au Directeur Général, s'il en existe un, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert (en compte courant ou autrement), ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées ci-dessus et à toute personne interposée ainsi qu'aux représentants de la personne morale, Président et Directeur Général.

21.4 Associé unique

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du paragraphe 17.1 ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention, au registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou le Directeur Général.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi, si les conditions légales requises pour une telle nomination sont remplies par la Société.

ARTICLE 23 - REPRESENTATION SOCIALE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-66 du Code du travail, les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits définis à la sous-section visée par ledit article auprès du Président de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-67 du Code du travail, deux membres du comité d'entreprise, désignés par ce comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

Le comité d'entreprise peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

ARTICLE 24 - COMPETENCE DES ASSOCIES

Outre ce qui est prévu dans les présents statuts, les associés sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- nomination, renouvellement, révocation du Président, du Directeur Général et du Censeur et fixation de leur rémunération ;
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- approbation des conventions visées par les dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
- le cas échéant, nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;

FD 14 TC

- modification des statuts (sauf disposition contraire des présents statuts) et notamment augmentation, amortissement ou réduction de capital, émission de toutes actions et autres valeurs mobilières, y compris les valeurs mobilières donnant accès au capital, et plus généralement de tout titre financier pouvant attribuer une quotité du capital social ou des droits de vote de la Société ou un droit de créance sur cette dernière ;
- autorisation à donner aux fins de consentir, au bénéfice du personnel de la Société, des options de souscription ou d'achat d'actions ou toutes actions et autres valeurs mobilières ;
- transfert du siège social de la Société, sous réserve des dispositions de l'ARTICLE 5 des présents statuts ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif, soumis au régime des scissions ;
- transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- prorogation de la durée de la Société ;
- dissolution ou liquidation de la Société et nomination du (des) liquidateur et détermination de ses (leurs) pouvoirs ;
- approbation des comptes de liquidation ;
- toute décision de la compétence de la collectivité des associés en vertu d'une stipulation expresse des présents statuts ou d'une disposition impérative de la loi ;
- et toute décision qui requiert l'unanimité des associés de par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés. Il ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les délibérations prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 25 - MODE DE DELIBERATIONS - REGLES DE MAJORITE

Les décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés sont adoptées selon les modalités suivantes :

25.1 Mode de délibérations

Les décisions collectives sont prises à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

En cas de dissolution de la Société, les décisions collectives sont prises à l'initiative du liquidateur de la Société.

Les décisions sont prises en assemblée générale des associés, réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation dans les conditions visées ci-après. Elles peuvent également résulter du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé ou faire l'objet d'une consultation écrite ou être prises par tous moyens de télécommunication.

25.1.1 Assemblées générales d'associés

La convocation aux assemblées générales est faite par lettre simple envoyée quinze jours à l'avance ainsi que par la publication de la convocation dans un journal d'annonces légales paraissant dans le ressort du siège de la Société. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

15
FD 12

Il appartiendra à chaque associé titulaire d'actions de la Société de signaler à la Société tout changement d'adresse le concernant en adressant la copie du justificatif du nouveau domicile. Cette notification devra être faite par courrier avec demande d'avis de réception. Le changement d'adresse entrera en vigueur à la date de réception effective de ladite lettre recommandée.

L'assemblée est présidée par le Président, et, en son absence, par le Directeur Général ou par un associé désigné par les associés présents à l'assemblée.

Aucun tiers ne peut participer ou assister à l'assemblée sans y avoir été préalablement et expressément autorisé par celui du Président ou du Directeur Général qui aura convoqué ladite assemblée.

Un associé peut se faire représenter à l'assemblée par un autre associé ayant reçu un mandat exprès à cet effet ou par le président de séance, qui est celui du Président ou du Directeur Général qui aura convoqué ladite assemblée. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou courriels. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Les associés peuvent également voter par correspondance. Tout mandat sans indication de mandataire reçu par la Société en vue du vote à une assemblée sera réputé donné au président de séance.

En cas de pluralité d'associés, il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce applicables aux sociétés anonymes.

Le procès-verbal de toute assemblée des associés est signé par le président de séance et une autre personne ayant assisté à ladite assemblée.

25.1.2 Consultation écrite

Les associés disposent d'un délai maximal de quinze jours à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de décisions pour émettre leur vote par écrit. A défaut de réponse d'un associé dans le délai précité de quinze jours, celui-ci sera réputé avoir voté en faveur de l'ensemble des résolutions proposées.

Le vote est formulé sous le texte des décisions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non » ou « abstention ». La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à celui du Président ou du Directeur Général qui aura été à l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

Le procès-verbal est établi et signé par la personne ayant pris l'initiative de ladite consultation.

25.1.3 Acte sous seing privé

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé, retranscrites dans le registre des assemblées de la Société.

Dans ce cas, le procès-verbal est signé par tous les associés.

25.1.4 Délibérations par voie de téléconférence (téléphoniques ou audiovisuelles)

Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, la personne ayant pris l'initiative de la convocation établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance comportant :

- l'identité des associés ayant participé aux délibérations, et le cas échéant des associés qu'ils représentent ;

16
FD RL

- l'identité des associés n'ayant pas participé aux délibérations (non-votants) ;
- le nom du Président de séance ;
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identité des associés avec le sens de leurs votes respectifs (« adoption », « abstention » ou « rejet »).

Celui du Président ou du Directeur Général qui aura été à l'initiative de la délibération par voie de téléconférence adresse une copie du projet de procès-verbal de séance par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen à chacun des associés. Les associés ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans le mois suivant l'assemblée ou la réception du procès-verbal, après signature, par télécopie, par e-mail ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

En cas de mandat, une preuve des mandats est également envoyée avant l'ouverture des délibérations prises par voie de téléconférence à celui du Président ou du Directeur Général qui aura été à l'initiative de la consultation, et ce par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Dans ce cas, le procès-verbal est établi et signé par la personne ayant pris l'initiative de ladite consultation.

25.2 Règles de quorum

La collectivité des associés ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés, ou votant par correspondance ou par courrier électronique ou par tout autre moyen, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. Toutefois, par exception à ce qui précède, pour les décisions relatives à la révocation du Président ou du Directeur Général, la collectivité des associés ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés, ou votant par correspondance ou par courrier électronique ou par tout autre moyen, possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

A défaut d'atteindre le quorum l'assemblée est ajournée et une seconde assemblée peut être convoquée dans le délai de huit jours suivant la première avec le même ordre du jour. Dans ce cas, aucun quorum n'est requis.

25.3 Règles de majorité

25.3.1 Décisions prises à l'unanimité

Toute modification des clauses statutaires relatives à l'agrément en cas de cession d'actions ne peut être adoptée qu'à l'unanimité des associés. Toute décision d'insertion dans les statuts d'une clause d'inaliénabilité temporaire des actions, d'un régime d'exclusion d'un associé ou déclenchant des obligations en cas de changement de contrôle d'une personne morale associée, ne peut être adoptée qu'à l'unanimité des associés. Il en est de même de la décision de changement de nationalité de la Société et d'augmentation des engagements des associés, en ce compris la décision de transformation de la Société en société en nom collectif ou en commandite.

25.3.2 Décisions prises à la majorité des trois-quarts des voix

FD 17 TL

Les décisions relatives à la révocation du Président ou du Directeur Général sont prises à la majorité des trois-quarts (3/4) des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou par courrier électronique ou par tout autre moyen.

25.3.3 Décisions prises à la majorité simple

Toutes les autres décisions sont prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés ou votant par correspondance, par courrier électronique ou par tout autre moyen, sauf pour les décisions pour lesquelles une autre majorité est expressément prévue dans les présents statuts.

ARTICLE 26 - PROCES-VERBAUX

Les décisions collective des associés (ou de l'associé unique), quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 27 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance au siège social, de tout document relatif aux trois derniers comptes sociaux, prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables.

ARTICLE 28 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 29- INVENTAIRE - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit le rapport de gestion sur la situation de la Société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, s'il en existe, dans les conditions prévues par la loi.

Ces documents sont soumis chaque année à l'approbation des associés dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 30 - AFFECTATION DU RESULTAT

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et conformément aux présents statuts.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés de la Société déterminent la part de ce bénéfice qui leur est attribuée sous forme de dividendes.

S'il y a lieu, les associés affectent la part non distribuée du bénéfice de l'exercice dans les proportions qu'ils déterminent, soit à un ou plusieurs comptes de réserves, généraux ou spéciaux, soit au compte « report à nouveau ».

ARTICLE 31 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les dividendes sont mis en paiement sur décision du Président ou du Directeur Général, dans un délai maximum de neuf mois, après la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prorogé par décision judiciaire.

FD 18 R

La collectivité des associés, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie des dividendes mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions de la Société.

ARTICLE 32 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président et, s'il en a été désigné un, le Directeur Général sont tenus, dans les quatre mois de l'approbation des comptes ayant constaté cette perte, de consulter la collectivité des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions légales applicables aux sociétés commerciales, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 33 - DISSOLUTION – LIQUIDATION AMIABLE

La Société est dissoute à l'expiration du terme ou de l'objet social fixés par les présents statuts, sauf prorogation décidée par décision collective des associés prise selon les modalités et les conditions de majorité fixées à l'ARTICLE 25 des présents statuts.

La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de fusion ou de scission ou de réunion de toutes les actions de la Société entre les mains d'un seul associé personne morale.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et, s'il en a été désigné un, du Directeur Général. Elle met également fin aux mandats des commissaires aux comptes, s'il en existe, sauf décision contraire prise par la collectivité des associés.

La collectivité des associés qui prononce la dissolution de la Société, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et, le cas échéant, sa rémunération, et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, sa dénomination devra être suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés au tiers.

Le produit net de la liquidation, après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés, en proportion de leur participation dans le capital social ou attribué à l'associé unique.

ARTICLE 34 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever au cours de la vie sociale ou au cours de la liquidation de la Société, soit entre les associés et la Société, soit entre le Président et/ou le Directeur Général entre eux ou avec la Société, soit entre les associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts sont soumises au droit français, sont jugées conformément à la loi française et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

FD 19 

ARTICLE 35 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des Sociétés.

2 - L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, figure en annexe aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Ces engagements seront également repris par la Société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

3 - Le Président est par ailleurs expressément habilité dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par les associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 36 - PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président. Une personne sera spécialement mandatée par le Président pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, avec faculté de délégation.



SAS CALEDONIE HABITAT 6

Société par actions simplifiée à capital variable

Capital initial : 20 euros

Siège Social : Chez FIPROMER - 35 rue des Mathurins– 75008 Paris

Société en cours d'immatriculation

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte bancaire à la banque BRED pour dépôt des fonds constituant le capital social initial ;
- Conclusion et signature d'un contrat de sous-location avec la société FIPROMER ;

* * *

21
FD. n